



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Mathilde BORNE, Lionel LOPEZ, Marie MASSART, Julien MIRO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY

Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière - Adhésion à la Fédération des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) et désignation d'un représentant - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Créée à l'issue des rencontres nationales des Schémas de Cohérence Territoriale de juin 2010, la Fédération nationale des SCoT a pour objet de fédérer les établissements publics chargés de l'élaboration et de la gestion des schémas de cohérence territoriale, afin de favoriser la mutualisation des savoir-faire et l'échange d'expériences.

Elle tend :

- d'une part, à constituer un centre de ressources et de réseaux pour accompagner, éclairer et faciliter le travail des élus et des techniciens par l'échange d'informations, d'expériences et de savoir-faire sur divers thèmes (évolutions juridiques, méthodologie d'élaboration et de gestion, témoignages...) et sous différentes formes (veille juridique, commissions de travail, rencontres nationales, régionales, locales...),
- d'autre part, à porter un discours cohérent et partagé de l'ensemble des structures porteuses de SCoT, à constituer un lieu de réflexion et de prospective et une force de proposition dans les débats nationaux en matière d'urbanisme et d'aménagement, ainsi qu'un espace de partenariat avec les élus locaux et leurs associations, l'État et ses services, les autres associations d'élus et/ou de professionnels de collectivités territoriales ou œuvrant dans le champ du développement territorial.

Par exemple, certains groupes de travail thématique, sur les SCoT du littoral, ou bien territoriaux, sur la Région Occitanie, permettront de bénéficier des expériences des autres adhérents et de travailler collectivement, notamment à l'intégration des enjeux de la transition écologique dans cet outil de planification.

Compte tenu de l'intérêt à rejoindre la Fédération nationale des SCoT pour bénéficier de ses services et participer aux activités mises en œuvre pour ses adhérents, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite adhérer à cette Fédération.

Compte tenu de la population de la Métropole, la cotisation pour l'année 2020 s'élève à 4 000 euros (pour les SCoT dont la population est supérieure à 400 000 habitants), conformément aux conditions d'adhésion précisés le conseil d'administration de la Fédération du 21 octobre 2014.

Le Conseil de Métropole doit désigner un représentant élu au sein de l'assemblée générale de la Fédération.

Le Président propose la candidature de Madame Coralie MANTION.

Aucune candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider d'adhérer à la Fédération nationale des SCoT à compter de l'année 2020 ;
- d'acquitter la cotisation annuelle dont le montant s'élève, pour l'année 2020, à 4 000 € ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget général de la Métropole, chapitre 935 ;
- de désigner Madame Coralie MANTION pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'assemblée générale de la Fédération Nationale des SCoT et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-144667-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.